



# PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

DU 09 JUIN 2022

-----

Etaient présents :

MM. ALLIRAND, BRETON, GONCALVES, GONTIER, LOUESDON, PERROCHON, RIO, VERENNEMAN.

MMES AB DER HALDEN, BOURION, CONNETABLE, PUYGUIRAUD, VASSEUR, VIEILLY, WETZ.

Absents excusés : MM. BAUDOU, MARCHANDISE, MICHEL  
Mme EL AMRI

Pouvoir : M. MARCHANDISE à M. ALLIRAND  
M. MICHEL à Mme VASSEUR  
Mme EL AMRI à Mme VIEILLY

**Désignation d'un(e) secrétaire de séance**

Mme PUYGUIRAUD est élue secrétaire.

La séance est ouverte à 20h31, par le Maire Laurent LOUESDON. Le quorum étant atteint le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

**APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 AVRIL 2022**

Le Conseil Municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal de la séance du 14 avril 2022.

**DECISIONS**

1/ *Un diagnostic de l'état de l'ouvrage d'art ainsi que des préconisations d'entretien seront fournis par le bureau d'études une fois l'investigation terminée.*

Il a été conclu entre la commune de La Queue Les Yvelines et la société Apave Parisienne SAS, située 6 rue du Général Audran, Immeuble CANOPY 92400 COURBEVOIE (92400), un marché passé en vertu des dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du code de la commande publique concernant l'investigation d'un ouvrage d'art.

Le montant estimé du marché avec la société APAVE se monte à 11 900,00 € HT, soit 14 280,00 € TTC.

2/ Il a été conclu entre la commune de La Queue Les Yvelines et la société IFAC Etablissement Yvelines, située 53, rue du R.P. Christian Gilbert, 92 665 Asnières-sur-Seine, le marché passé en vertu des dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 et suivants du code de la commande publique concernant l'organisation administrative et pédagogique des activités éducatives et de loisirs, conformément à l'acte d'engagement annexés à la présente décision.

Le montant estimé du marché avec la société IFAC se monte à 229 390,02 €.

**DÉLIBÉRATIONS**

**DELIBERATION N° 2022/20 : Tarifs périscolaires pour l'année scolaire 2022-2023**

A. CONNETABLE expose les réflexions des commissions enfance et finances qui se sont réunies le 30 mai dernier. Le montant des dépenses liées au marché des services récréatifs va augmenter en moyenne de 14%. Il reste des incertitudes concernant le marché de la restauration scolaire mais avec la crise actuelle, de nouveaux coûts sont à prévoir.

Il y a également une hausse attendue des coûts concernant l'énergie et une revalorisation probable des rémunérations des agents de la commune (ATSEM, agent de restauration).

*Pour information le taux d'inflation pour 2022 était de 4,8% en avril et se chiffrerait à 5,2% pour le mois de mai.*

*Aussi la commission propose d'augmenter les tarifs de 5%.*

*S. VASSEUR informe que les membres de l'opposition vont s'opposer à cette augmentation. Elle met en avant la situation compliquée des ménages qui font déjà de gros efforts et qui ne seront pas tous concernés par les augmentations de salaires. Elle rappelle que la plupart des familles qui sont en télétravail sont souvent des familles favorisées et qui pourront ne pas utiliser les accueils du matin et du soir. Elle souhaite savoir si les tranches de quotient ont été revues pour intégrer plus de familles. Et si les augmentations de salaires avancées ne feraient pas passer les familles dans la tranche supérieure. Elle informe que certaines communes ont fait le choix de ne pas augmenter les tarifs pour l'année 2022-2023.*

*Le Maire L. LOUESDON rappelle que le nouveau marché des services récréatifs augmente de 14%, et que ne sont pas incluses les autres charges (fluides, personnels, marché des repas...) qui vont aussi subir l'inflation. La commune ne peut pas assumer l'intégralité de toutes les hausses. Il a été voté de ne pas augmenter le taux de la fiscalité malgré les différentes hausses globales attendues ou nouvelles charges (gestion déchets...) pour la commune. La proposition de la commission est une proposition équilibrée. Même s'il est proposé une augmentation des tarifs, la commune prendra en charge une majorité des hausses de ces prestations.*

*P. PERROCHON rappelle que le télétravail est encadré et ne permet pas de garder ses enfants. Les parents ont donc toujours besoin de moyens de garde.*

*S. VASSEUR met en avant le fait que si les prestations deviennent trop chères, les parents n'inscriront plus les enfants et que cela sera une perte pour la commune.*

*Le Maire L. LOUESDON rappelle que lorsque le service n'est pas utilisé, il n'est pas payé par la commune.*

*A. CONNETABLE informe que pour une famille, dont l'enfant est inscrit à l'année aux activités périscolaires (accueil matin et soir et restauration), le mercredi, 1 semaine de petites vacances sur 2 et 2 semaines en été, l'augmentation est estimée à 164€ par enfant par an pour la tranche la plus haute du quotient.*

*S. VASSEUR informe que certaines communes ont figé les tarifs de la restauration à 1€. Que d'autres vont arrêter les repas bio pour faire diminuer les prix du repas.*

*P. VIEILLY explique que le repas à 1€ est mis en place dans le cadre de politique particulière associée à des zones prioritaires. Et que la loi EGALIM impose aux communes de présenter des repas bio en restauration scolaire.*

*S. VASSEUR souhaite savoir comment la municipalité va gérer les impayés qui peuvent découler de cette augmentation ?*

*Le Maire L. LOUESDON rappelle que le CCAS peut aussi accompagner des familles en difficulté.*

**Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,**

**Vu la délibération n°2014/45 du 4 juin 2014 relatif à la mise en place du quotient familial sur les différentes activités périscolaires et de loisirs,**

**Vu la délibération n°2018/12 du 17 mai 2018 relatif à la mise en place du quotient familial pour les familles extérieures,**

**Vu la délibération n° 2021/19 du 20 mai 2021 fixant les tarifs périscolaires pour l'année 2021-2022, Considérant les enfants allergiques munis d'un PAI (Protocole d'Accord Individualisé),**

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à 15 voix pour et 3 voix contre :**

**- Décide d'appliquer, pour l'année scolaire 2022-2023, les tarifs présentés ci-dessous :**

| <b>Tarifs 2022/2023</b>    | <b>Tarifs régulier/jour</b> | <b>Tarifs 85%</b> | <b>Tarifs 65%</b> | <b>Tarifs 50%</b> | <b>Tarifs extérieurs</b> | <b>Tarifs extérieurs 85%</b> |
|----------------------------|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|------------------------------|
| Accueil du matin           | 2,88 €                      | 2,46 €            | 1,88 €            | 1,44 €            | 3,95 €                   | 3,36 €                       |
| Temps du midi              | 5,23 €                      | 4,45 €            | 3,40 €            | 2,61 €            | 6,29 €                   | 5,36 €                       |
| Accueil du soir sans étude | 4,54 €                      | 3,85 €            | 2,94 €            | 2,27 €            | 5,60 €                   | 4,76 €                       |
| Accueil du soir avec étude | 7,04 €                      | 6,35 €            | 5,44 €            | 4,77 €            | 8,10 €                   | 7,26 €                       |
| Vacances et mercredi       | 26,08 €                     | 22,17 €           | 16,96 €           | 13,05 €           | 48,01 €                  | 40,80 €                      |
| Repas adulte               | 4,26 €                      |                   |                   |                   |                          |                              |
| Temps du midi PAI          | 2,29 €                      | 1,95 €            | 1,49 €            | 1,16 €            | 3,36 €                   | 2,86 €                       |
| Vacances et mercredi PAI   | 23,21 €                     | 19,73 €           | 15,09 €           | 11,60 €           | 44,80 €                  | 38,08 €                      |

**DELIBERATION N° 2022/21 : Participation financière pour la scolarisation à l'école maternelle et élémentaire d'enfants non domiciliés dans la commune**

*M. PUYGUIRAUD rappelle que c'est essentiellement pour les enfants de Millemont car la commune n'accueille plus de nouveaux enfants extérieurs en règle générale, notamment du fait des effectifs qui ne le permettent pas.*

*A. BRETON demande pourquoi le montant n'est pas le même pour les maternelles et les élémentaires.*

*P. VIEILLY informe que le coût du matériel et des manuels n'est pas le même par enfant.*

Le Maire L. LOUESDON informe le Conseil Municipal que des enfants des communes extérieures peuvent être scolarisés à l'école maternelle et élémentaire sous réserve de la signature d'une convention d'accueil avec la commune de résidence et dans la limite des places disponibles après inscription des enfants domiciliés à La Queue Lez Yvelines.

Vu la délibération du 13 juin 2005 fixant la participation des communes à la scolarisation d'enfants extérieurs à La Queue Lez Yvelines et autorisant le Maire L. LOUESDON à signer une convention d'accueil avec la commune de résidence,

Vu la délibération n° 2021/20 du 20 mai 2021 fixant à 595 € le montant de la contribution annuelle forfaitaire pour l'école maternelle et à 670€ pour l'école élémentaire l'année 2021-2022,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de fixer, par an et par enfant, à compter de septembre 2022, le montant de la participation forfaitaire à 625 €, pour l'école maternelle et à 703 € pour l'école élémentaire,
- d'indiquer que cette participation sera demandée aux communes du domicile de l'enfant,
- d'autoriser le Maire L. LOUESDON à signer tous documents afférents à l'exécution de la présente délibération.

**DELIBERATION N° 2022/22 : Demande d'un fonds de concours auprès de la CCCY : Réhabilitation et travaux sur le patrimoine bâti**

*M. VERENNEMAN demande quel est le montant total des travaux. Le maire L. LOUESDON répond que les travaux sont estimés à 23 500€ HT. M. VERENNEMAN indique qu'il trouve ce montant cohérent et souhaite savoir quelle pierre sera utilisée. Il faut éviter un matériel trop poreux, le béton désactivé est en effet un bon compromis.*

*Le Maire L. LOUESDON explique que le béton désactivé a effectivement des qualités mais aussi des points négatifs telles que l'apparition de mousse ou de zones de noircissement dans le temps.*

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5214-16,

Vu la délibération du Conseil Communautaire 20-054 en date du 14 octobre 2020, approuvant l'ouverture d'un fonds de concours à destination des communes pour les exercices 2020-2022, Considérant que la commune de La Queue Lez Yvelines, souhaite procéder à la réfection des marches du perron de la mairie, et que dans ce cadre il est envisagé de demander un fonds de concours à Cœur d'Yvelines,

Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours, conformément au plan de financement joint en annexe,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité**

Article 1 :

Décide de demander un fonds de concours à Cœur d'Yvelines en vue de participer au financement de la réfection des marches du perron de la mairie, à hauteur de 11 750 €,

Article 2 :

Autorise le Maire à signer tout acte afférent à cette demande.

Article 3 :

Précise que la recette sera inscrite à l'article 13251.

### **DELIBERATION N° 2022/23 : Demande d'un fonds de concours auprès de la CCCY : Aménagement de sécurité**

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L5214-16,

Vu la délibération du Conseil Communautaire 20-054 en date du 14 octobre 2020, approuvant l'ouverture d'un fonds de concours à destination des communes pour les exercices 2020-2022,

Considérant que la commune de La Queue Lez Yvelines, souhaite mettre en place un éclairage pour baliser le cheminement accédant aux terrains de tennis et aux locaux associatifs de la Butte des Moulins, et que dans ce cadre il est envisagé de demander un fonds de concours à Cœur d'Yvelines,

Considérant que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours, conformément au plan de financement joint en annexe,

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité**

Article 1 :

Décide de demander un fonds de concours à Cœur d'Yvelines en vue de participer au financement de la mise en place d'un éclairage pour baliser le cheminement accédant aux terrains de tennis et aux locaux associatifs de la Butte des Moulins, à hauteur de 7 125 €,

Article 2 :

Autorise le Maire à signer tout acte afférent à cette demande.

Article 3 :

Précise que la recette sera inscrite à l'article 13251.

### **DELIBERATION N° 2022/24 : Modification des statuts du Syndicat d'Energie des Yvelines (SEY).**

*J-M ALLIRAND rappelle que le SEY 78 a pour compétence actuelle la distribution d'électricité et de gaz et la maîtrise des économies d'énergie.*

*Ce syndicat a besoin de modifier ses statuts pour acquérir de nouvelles compétences se rapportant à la création et à l'entretien de bornes électriques sur le territoire des communes et se rapportant aux solutions concernant la mobilité douce.*

Le SEY est un syndicat dit mixte fermé soumis aux dispositions des articles L.5711-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), créé pour assurer l'exercice des compétences relatives à l'électricité et au gaz pour ses membres.

Au fil des années et en application des articles L.5212-1 et L.5212-16 du CGCT, le SEY s'est vu transférer davantage de compétences et de missions en matière d'énergies par ses membres.

Au regard des enjeux actuels en matière de transition énergétique et écologique et souhaitant apporter des services concrets toujours plus nombreux à ses membres, le Comité a adopté à l'unanimité les nouveaux statuts.

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-17,

**Vu** l'arrêté Préfectoral du 22 mai 2000 portant création du SEY,

**Vu** l'arrêté Inter-Préfectoral des 13 et 20 février 2007 portant modification des statuts du SEY,

**Vu** l'arrêté Inter-Préfectoral 7 février 2014 portant modification des statuts du SEY,

**Vu** la délibération du SEY 2022-02 du 10 février 2022 portant modification des statuts du SEY,

**Considérant** qu'à compter de la notification de la délibération du Comité du SEY aux exécutifs de chacun de ses membres, l'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur cette modification statutaire,

**Considérant** que la modification statutaire adoptée par le Comité du SEY, ne modifie pas le transfert des compétences déjà réalisé par les membres du SEY,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité donne un avis **favorable** à la modification des statuts du Syndicat d'Energie des Yvelines et approuve les nouveaux statuts du Syndicat d'Energie des Yvelines.

## **TOUR DE TABLE :**

A l'occasion du tour de table il est répondu aux questions posées par la liste minoritaire une « Equipe engagée pour un village préservé » (EEVP) :

### **Affaires scolaires – périscolaires – communication**

#### **- Peut-on avoir la date du déploiement officiel du service Portail-famille ? (EEVP)**

A. GONCALVES précise que les services de la mairie travaillent actuellement sans relâche avec la société informatique pour que tout soit prêt pour la fin de l'année scolaire.

S. VASSEUR demande si ce sera opérationnel pour septembre.

A. GONCALVES confirme que c'est effectivement l'objectif. Mais chaque étape doit être validée avec le prestataire. Il reste encore des phases. Il faut être prudent car nous ne sommes pas à l'abri d'un incident. Pour rappel, l'incendie d'OVH a eu des incidences sur notre site internet.

Il rappelle également que le déploiement de ce portail a pris du retard du fait de l'obsolescence des ordinateurs de la mairie. Il a donc fallu prioritairement pourvoir à leur remplacement, avec pour incidence de ralentir la mise en œuvre de ce projet.

#### **- Quelles sont les démarches qui sont entendues par « extra-scolaires » pour les familles ? (EEVP)**

M. PUYGUIRAUD explique que les mercredis et les vacances sont des activités extra-scolaires.

#### **- Quels sont les effectifs prévus pour la rentrée scolaire pour l'école maternelle et élémentaire ? (EEVP)**

M. PUYGUIRAUD répond que les effectifs attendus, à ce jour, pour l'an prochain sont sensiblement les mêmes que ceux de cette année (maternelle : 86 au lieu de 87 et en élémentaire : 184 au lieu de 191 élèves). Il n'y aura probablement pas d'ouverture ni fermeture de classes.

### **Politique de Stationnement – Marché**

#### **- Quand sera-t-il possible de disposer de l'étude de stationnement notifiée à Iris ? (EEVP)**

Il est répondu que le bureau d'études finalise sa présentation. Une synthèse sera présentée en commission mobilité dès réception en mairie.

#### **Travaux – projets - Voirie**

##### **- Quand est prévu le démarrage des travaux rue du Parc (et rues perpendiculaires) ? (EEVP)**

Il est précisé que la maîtrise d'œuvre a terminé les relevés de réseaux, travail obligatoire et habituel à tout travaux de ce type. Il reste à contrôler les implantations des futurs candélabres et à arrêter les reprises de voiries (bande roulante et trottoir). Un arbitrage sera obligatoire car la voirie est trop importante pour envisager de la refaire dans la totalité. Cela devrait se finaliser en juin pour pouvoir lancer le marché public pour les travaux.

M. VERENNEMAN explique qu'au moment de la création de l'éclairage public de la rue du Parc à la rue du Bois Divernet, cela a été réalisé en dépit du bon sens. Pour preuve, un candélabre se trouve implanté dans la propriété d'un particulier.

M. VERENNEMAN demande s'il y a d'autres lieux où sont envisagés des travaux de voirie, comme la rue de Grosrouvre. (EEVP)

A. BRETON estime que la rue de la Gare demande aussi des travaux.

Le Maire L. LOUESDON rappelle que lors de la décision en 2015 par l'équipe en place d'engager la première tranche de remplacement de l'éclairage public, l'objectif était de réaliser l'ensemble de la commune en 5 ans. Finalement, il n'avait pu être engagé qu'une tranche sur la rue nationale. Ce type de programme prend du temps.

Le Maire L. LOUESDON informe que la tranche suivante sera vraisemblablement réalisée au Square des Sables et route de Galluis qui ont un réseau vétuste, comme cela avait déjà été indiqué. Ensuite, il faudra en discuter car pour certaines rues, il serait logique d'envisager en même temps l'enfouissement des lignes (comme pour la rue de Grosrouvre ou la rue de la Gare). L'ensemble de ce type d'opération est très cher.

Concernant la voirie plus généralement, le Maire L. LOUESDON rappelle qu'il a décidé de faire évoluer son suivi en intégrant une planification pluri-annuelle de réfections. Au regard des capacités financières et du coût de ce type d'opération, il n'est pas possible d'engager tous les ans des longueurs importantes mais la commune souhaite, chaque année, en réaliser. Il est notamment identifié une partie de la rue de la Couharde.

M. VERENNEMAN précise qu'avec les constructions récentes comme la rue de la Grande Vallée, la rue de Grosrouvre, les spécificités notamment de nos rues avec des trottoirs étroits se font ressentir. Il déplore que l'évolution de la population n'ait pas été anticipée il y a des années et que des préemptions de terrain en alignement des voiries sur les parcelles n'aient pas été faites. Ce qui aurait été normal.

##### **- Quelles sont les marques présentent sur des rues adjacentes à la rue du Parc (EEVP)**

M. VERENNEMAN indique, lui-même, qu'il s'agit des marques habituelles accompagnant des relevés de réseau souvent réalisés avant des travaux. Le Maire L. LOUESDON confirme, ces marquages étant dans la zone où la rénovation de l'éclairage publique est planifiée.

##### **- L'abri-bus place Paul Paillole va-t-il être remplacé en 2022 ? (EEVP)**

Il est répondu que cela a déjà été vu lors du précédent conseil municipal.

##### **- Serait-il possible de faire de menus travaux sur le trottoir place Paillole? (EEVP)**

Dans le cadre des reprises de voirie, le Maire L. LOUESDON indique qu'il est examiné la possibilité de réaliser des « pastilles » sur cette zone en attendant le projet du centre bourg.

##### **- Au vu de l'occupation du terrain par les gens du voyage face à la place Paul Paillole, est-il prévu un autre endroit pour le tir du feu d'artifice du 18 juin ? (EEVP)**

P. VIEILLY indique qu'il reste 4 caravanes qui occupent encore le terrain. Si elles n'ont pas quitté le lieu d'ici le jour du feu d'artifice, celui-ci devra être annulé car il n'y a pas d'autres emplacements possibles.

**- Quelle(s) a (ont) été les démarches administratives entreprises pour faire en sorte que le terrain soit libéré ? (EEVP)**

Le Maire L. LOUESDON précise que toutes les démarches pour faire cesser cette occupation illégale ont été faites

Il indique qu'à chaque fois qu'il y a une installation illégale des gens du voyage, une prise de contact est réalisée. A cette occasion, il est rappelé les règles et les procédures qui peuvent découler de cette installation. Une plainte est déposée. Il est également pris attache auprès des services de la gendarmerie et de la Sous-Préfecture. A cette occasion, le Maire L. LOUESDON tient à remercier ces différents services pour leur accompagnement et leur écoute.

S. VASSEUR demande s'il est prévu de les empêcher de se réinstaller. Le Maire L. LOUESDON informe que des moyens vont être mis en œuvre pour empêcher des réinstallations futures tout en gardant à l'esprit qu'il est compliqué de mettre en œuvre des solutions qui permettent de bloquer de façon certaine toute installation.

**- Au vu (a priori) de la carence du prestataire en charge des travaux liés aux padels et au court couvert de tennis, une nouvelle entreprise a-t-elle été retenue pour finir les travaux ? Et peut-on imaginer disposer de ces terrains (homologués, a minima pour le court-couvert) à la rentrée de septembre 2022 ?**

Il est répondu que le court de tennis couvert est accessible depuis au moins 2 mois comme cela a déjà été dit au dernier conseil municipal. Le détenteur du contrat est revenu avec des solutions pour finir l'installation des 2 terrains de padel dans le cadre du marché établi. Nous sommes en attente du planning définitif.

M. VERENNEMAN demande dans quel état se trouve le bungalow de la Butte des Moulins. Le Maire L. LOUESDON indique que son état reste correct, un entretien régulier de la toiture est réalisé (enlèvement des feuilles...) et le fait que la structure a été mise sur des IPN (poutrelle en I à Profil Normal) permet d'éviter un pourrissement par le bas.

P. BOURION informe que la toilette de la Butte des Moulins a subi une dégradation et qu'il va falloir le changer.

M. VERENNEMAN indique être interrogé sur un éventuel permis de construire qui aurait été déposé sur un terrain privé en partie ouest du village et ne pas savoir quoi répondre.

Le Maire L. LOUESDON indique que la procédure est la même que lorsque M. VERENNEMAN était maire. Dès qu'il y a un dépôt de permis, il y a un affichage. Il est donc simple de répondre à ces personnes qu'elles peuvent aller consulter les panneaux d'affichage à la mairie.

Lorsqu'un dossier est à l'étude, il est couvert par le secret de l'instruction. De la même façon, quand l'arrêté est rendu, il est de nouveau affiché.

Concernant la question, la commune a instruit un permis qui s'est soldé par un refus au niveau de la zone évoquée. M. VERENNEMAN peut vérifier à l'affichage si ce permis correspond à la demande.

M. VERENNEMAN demande si le refus de ce dossier a été motivé.

Le Maire L. LOUESDON précise que toute demande est traitée et la réponse motivée en fonction de la réglementation et du PLU (Plan Local d'Urbanisme) en vigueur dans la commune.

**Communication :**

A. GONCALVES informe que le flash n°4 est en cours de distribution auprès des habitants. La commission travaille sur le bulletin municipal qui sortira cet été sous sa nouvelle forme.

**Evènements / Manifestations :**

P. VIEILLY rappelle que la commission travaille actuellement sur le « solstice laqueutois ».

Concernant la brocante, elle est organisée, après 2 années d'absence. Il y a moins d'inscrits que d'habitude. De ce fait, l'installation sera différente.

S. VASSEUR et M. VERENNEMAN estiment que c'est le tarif de 8€ le mètre linéaire qui fait baisser la participation.

P. VIEILLY précise que le même phénomène a déjà été constaté sur les brocantes organisées par les communes aux alentours. La participation a baissé partout.

P. VIEILLY explique que la commune va faire sa première fête de la musique. Ce sont les élèves de l'association musicale laqueutoise ELISON qui vont se produire pour la 1<sup>ère</sup> fois devant un public.

P. VIEILLY informe également que la commune offre un spectacle aux habitants le jour de la kermesse des écoles le 25/06 intitulé « construction et élucubration ». Les artistes sont des circassiens qui feront des acrobaties avec de gros blocs (type lego). Les enfants pourront jouer avec ces éléments à la fin du spectacle.

P. VIEILLY rappelle que le samedi 3 septembre, se tiendra le forum des associations et la journée du patrimoine est programmée à La Queue lez Yvelines le samedi 17 septembre.

L'ordre du jour étant épuisé et plus aucune question n'étant posée, le Maire L. LOUESDON, remercie l'assemblée et lève la séance à 21h55.